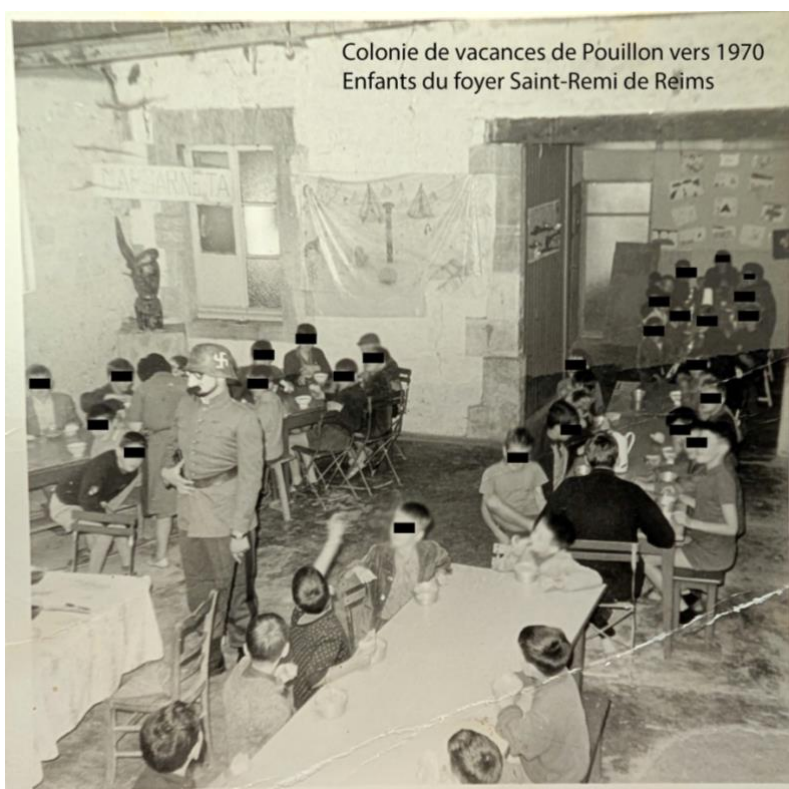


Reims, le 9 février 2026

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**Abus sexuels sur mineurs dans l'Église catholique à Reims :
des décennies de violences, des archives détruites et un silence institutionnel persistant**



Malgré la disparition des archives, l'association ECLATS a pu exhumé cette photographie présentant un animateur déguisé en soldat nazi lors d'une colonie dirigée par un prêtre à Pouillon et regroupant des enfants placés par la DDASS. Elle révèle le climat de violences et d'abus qui régnait dans ce centre de vacances confirmé par les témoignages des enfants qui y ont séjourné.

À Reims et dans les Ardennes, des abus sexuels sur enfants ont été commis pendant plus de soixante ans dans le cadre des activités de l'Église catholique. Malgré quelques articles dans la presse locale, l'ampleur réelle des faits demeure largement ignorée.

L'association Éclats Reims, créée par des victimes aujourd'hui âgées de 50 à 65 ans, accompagne environ 30 victimes d'agressions sexuelles commises entre 1950 et 1990. Ce chiffre est très largement sous-estimé.

Les faits concernent notamment trois prêtres aujourd'hui décédés – Daniel Prot, Peter Meulendijks et Jean-François Pinard – ayant exercé entre les années 1960 et 2020 à Reims et dans les Ardennes. Les violences rapportées sont extrêmement graves et répétées : viols, agressions sexuelles, violences physiques et psychologiques, emprise, voyeurisme, exhibition, soumission chimique, prises de photographies à caractère pédopornographique.

Ces actes ont eu lieu dans toutes les activités liées à l'Église : colonies de vacances (Association Le Sourire de Reims et Pouillon), activités scouts, écoles maternelles et élémentaires, catéchisme, enfants de chœur, retraites de communion, foyer de la DASS « Bethléem-Saint-Rémi ».

Plusieurs victimes ont été reconnues par la justice, malgré la prescription, et plusieurs ont été reconnues et indemnisées par l'INIRR (Instance Nationale Indépendante de Reconnaissance et Réparation).

Points particulièrement préoccupants

- Refus d'appel à témoins

L'archevêque de Reims, **Éric de Moulins-Beaufort**, ancien président de la Conférence des évêques de France et acteur de la création de la CIASE, refuse catégoriquement de lancer un appel public à témoignages, contrairement à ce qui a été fait dans d'autres diocèses. Ce refus empêche de nombreuses victimes de comprendre leur histoire, d'accéder à des soins et à une indemnisation.

- Destruction des archives

L'association constate la disparition quasi totale des archives : listes d'élèves, photos de classe, documents des colonies de vacances et des Scouts de France, dossiers de prêtres pourtant signalés dès le séminaire et déplacés à plusieurs reprises.

- Conséquences humaines majeures

Les victimes présentent des troubles psychotraumatiques sévères, des amnésies, des maladies chroniques, des addictions, un isolement social important. Plusieurs suicides ont été rapportés.

Aujourd'hui, ce sont les victimes elles-mêmes qui accueillent et soutiennent les nouveaux témoins, en partenariat avec France-Victimes-Le Mars, sans aucune aide de l'Église locale.

Pourquoi un relais national est indispensable

De nombreuses victimes ont quitté Reims et les Ardennes depuis des décennies. Seule une exposition médiatique nationale peut permettre de briser le silence, d'atteindre les victimes invisibles et de documenter l'ampleur réelle de ces affaires. **L'association Éclats Reims** (60 adhérents) est disponible pour transmettre témoignages, documents, décisions judiciaires et éléments chronologiques aux journalistes souhaitant enquêter.

Contact presse

Association Éclats Reims - Président de l'association : Guillaume Gellert

Tél. : 07 54 76 96 48

Mail : eclatsreims@gmail.com

Site internet : <https://coabusesreims.wixsite.com/victimespotreims>